

Loi visant à prévenir et à combattre les violences à caractère sexuel dans les établissements d'enseignement supérieur – Reddition de comptes

Bilan de l'exercice 2021-2022

Troisième exercice

Les résultats concernent l'exercice annuel de reddition de comptes prévu à l'article 12 de la Loi. La période couverte est comprise entre le 1^{er} septembre 2021 et le 31 août 2022 et porte sur la troisième année de mise en œuvre obligatoire des politiques institutionnelles.

Établissements visés par la reddition de comptes

- Établissements d'enseignement universitaire
- Établissements d'enseignement collégial
- Établissements d'enseignement titulaires d'un permis permettant d'offrir des services éducatifs du collégial

Également...

- Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec
- Institut de technologie agroalimentaire
- Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec
- École nationale de police du Québec
- École du Barreau
- Le Collège militaire royal de Saint-Jean s'est ajouté aux établissements universitaires.

Suivi de la reddition de comptes et actions ministérielles

Le formulaire de reddition de comptes couvrant la période du 1^{er} septembre 2022 au 31 août 2023 sera disponible en septembre 2023.

L'exercice de reddition de comptes fournit des renseignements précieux pour la mise en œuvre du nouveau Plan d'action visant à prévenir et à contrer les violences à caractère sexuel en enseignement supérieur 2022-2027.

Le guide d'accompagnement est un outil important pour le déploiement des politiques institutionnelles. Il est disponible sur Québec.ca.

Constats

- Le retour en présentiel à la suite de la pandémie de COVID-19 a mené à une **augmentation importante** du nombre de signalements, de plaintes et de situations reliées au code de conduite.
- 96 % des établissements ont fourni une reddition de comptes, ce qui correspond au **plus haut taux de participation enregistré** depuis le début des exercices de reddition de comptes.

Résultats



Visibilité de la politique

- En utilisant divers moyens (site Web, affiches, dépliants, portail), tous les établissements ont assuré la visibilité et l'accessibilité de leur politique.



Comité permanent

- Le recrutement des membres de la population étudiante ainsi que des membres du personnel constitue un défi récurrent pour les établissements.



Sécurité

- 48 % des établissements ont mis en place des mesures de sécurité durant l'année 2021-2022. Bien que cela puisse sembler peu élevé, depuis l'entrée en vigueur de la Loi, 83 % des établissements ont appliqué de telles mesures.
- Ces mesures comprennent une surveillance accrue sur le campus, l'ajout de caméras de surveillance, la mise en place d'un service de accompagnement, etc.



Signalements

- Une hausse de 62 % des signalements a été notée.
- 87 % des signalements ont mené à des actions et 99,5 % ont été traités dans les délais prescrits.



Plaintes

- 40 % des établissements ont reçu une ou des plaintes.
- Une hausse de 60 % du nombre de plaintes a été notée.
- 86 % des plaintes reçues ont été jugées recevables et fondées et 87 % ont été traitées dans les délais prescrits.



Code de conduite

- Un établissement sur quatre a dû appliquer son code de conduite à au moins une reprise.
- Une augmentation de 345 % de l'application du code de conduite a été notée.



Sensibilisation et formation

- 92 % des établissements ont mis en place des activités de sensibilisation et de formation.
- La participation aux activités de formation obligatoires reste un défi; seulement 45 % des établissements ont formé plus de 50 % de leur communauté étudiante.

Toutes les statistiques comparatives sont basées sur l'exercice 2020-2021.